



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction interministérielle de l'animation territoriale**

**Bureau de l'environnement**

## **ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N°41-2026-04-22-00001**

**mettant à jour les prescriptions applicables à l'établissement de collecte et de transfert de sous-produits animaux exploité par la société ATEMAX FRANCE au 4 rue le Grand Préaux à Binas (41240)**

### **LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER**

**Vu** le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

**Vu** le règlement (UE) n° 142/2011 de la commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment les livres I et V ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

**Vu** le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 février 2003 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2730 (traitement de sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres, à l'exclusion des activités visées par d'autres

rubriques de la nomenclature, des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 février 2003 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2731 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 02 octobre 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2731-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 41-2025-08-25-00002 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

**Vu** le courrier du 12 août 2009 prenant acte du changement de dénomination de la société « Etablissements CAILLAUD » ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance du 17 mars 2025 transmis par l'exploitant de l'établissement ATEMAX FRANCE implanté au lieu-dit « Le Grand Préaux » sur la commune de Binas ;

**Vu** le courriel de la société ATEMAX FRANCE du 09 mars 2026 demandant de modifier la valeur de la quantité maximale de sous-produits animaux susceptible d'être présente dans l'installation ;

**Vu** le rapport d'instruction du 17 mars 2026 de l'inspection des installations classées auprès de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant le 23 mars 2026 ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté par courriels en date du 1<sup>er</sup> et du 8 avril 2026 ;

**Considérant** que le porter à connaissance justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés, ce qui garantit la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que cette demande est jugée notable mais non substantielle ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, les modifications demandées n'entraîneront ni dangers ni inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le présent arrêté a été porté à la connaissance du demandeur le lundi 23 mars 2026, et que celui-ci a présenté les observations suivantes :

- modifier l'adresse postale officielle de l'établissement ;
- retirer le logement de fonction du périmètre de l'établissement ;
- modifier les modalités de suivi de la consommation en eau et de gestion des effluents ayant été en contact avec des sous-produits animaux et des eaux ;
- compléter les modalités de gestion des eaux pluviales de voiries ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

La société ATEMAX FRANCE, SIRET n° 50160475500048, est autorisée à exploiter les installations de collecte et de transfert de sous-produits animaux situées au 4 rue le Grand Préaux sur la commune de Binas (41240) et détaillées au tableau de l'article 3.1 du présent arrêté.

### **Article 2 – Réglementation applicable à l'établissement**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral N° 2005-202-5 du 21 juillet 2005 relatif à la mise à jour des prescriptions applicables au centre d'équarrissage exploité par les Ets CAILLAUD à Binas sont abrogées.

Les installations et le fonctionnement de la société ATEMAX FRANCE, sont conformes aux dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales susvisés ainsi qu'aux dispositions des articles du présent arrêté.

### **Article 3 – Liste des installations**

**Article 3.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

N° rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéris- tiques	Régime
2730	<b>Traitement des sous-produits d'origine animale :</b> La capacité de traitement étant supérieure à 500 kg/j	1500 kg/j	A

2731-1	<b>Dépôt ou transit de sous-produits animaux :</b> 1. Dépôt ou transit de sous-produits animaux dans des conteneurs étanches et couverts sans manipulation des sous-produits animaux : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg et inférieure à 30 tonnes.	20 tonnes	E
2731-2	<b>Dépôt ou transit de sous-produits animaux :</b> 2. Autres installations que celles visées au 1 : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg.	100 tonnes	A

Régime : A (autorisation) – E (enregistrement)

### Article 3.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature eaux

N° rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2.1.5.0	<b>Rejet d'eaux pluviales</b> dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	1,63 ha	D

Régime : D (déclaration)

### Article 4 – Prescriptions

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées.

### Article 5 – Modifications des installations

Les installations sont implantées et exploitées sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et conformément :

- au dossier de demande initiale d'autorisation ;
- au dossier de porter à connaissance du 17 mars 2025 ;
- aux arrêtés ministériels de prescriptions générales susvisés.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification des installations ou de leur mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du préfet, avant leur réalisation.

### Article 6 – Inactivité des installations

La présente autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où il s'écoulerait un délai de trois ans avant que les installations aient été mises en service ou si leur exploitation était interrompue pendant trois années consécutives.

#### **Article 7 – Evolution des prescriptions**

L'administration se réserve le droit de fixer ultérieurement toutes nouvelles prescriptions que le fonctionnement ou la transformation de cet établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et de la salubrité publiques, de l'agriculture, de la protection de la nature et de l'environnement ainsi que de la conservation des sites et des monuments, sans que l'exploitant puisse prétendre à aucune indemnité et aucun dédommagement.

#### **Article 8 – Inspection des installations classées**

L'exploitant doit se soumettre à la visite de son établissement par l'inspection des installations classées.

#### **Article 9 – Autorisation**

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

#### **Article 10 – Respect des autres législations et réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **Article 11 – Déclaration d'accidents**

Conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, dans les meilleurs délais, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure sur le site <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>.



Les dépenses occasionnées par les études, vérifications, analyses ou mesures, interventions d'urgence et remises en état consécutives aux accidents ou incidents indiqués ci-dessus ou prescrites par le présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 12 – Situation et nature des installations**

Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
Binas (41240)	Section A : 1628, 1629, 1630 Section ZK : 44

Au sens du présent arrêté, on entend par installation :

- un bâtiment administratif (bureaux) et les vestiaires ;
- un pont bascule ;
- un bâtiment désaffecté ;
- un logement de fonction du responsable de l'établissement ;
- les bâtiments de transfert des matières C1 et C2 dans lesquels se déroulent :
  - les opérations de collecte, réception et déchargement au sol des matières dans deux aires de transfert distinctes disposant de deux entrées indépendantes ;
  - la section des têtes de bovins de plus de 48 mois (matières de catégorie C1) puis stockage en chambre froide et prélèvement du tronc cérébral par des vétérinaires en vue d'opération d'épidémiosurveillance ;
  - le chargement des matières C1 et C2 dans des bennes spécifiques et expédition vers les usines de traitement agréées ;
  - le lavage des camions servant au transport des sous-produits d'origine animale ;
- une aire extérieure de transit des matières C3 sans déchargement ;
- une cuve extérieure de stockage des jus et des effluents de lavage ;
- une fosse septique ;
- un bâtiment technique (hangar camions et atelier) ;
- les voiries et parkings de stationnement ;
- les ouvrages de gestion des eaux pluviales, composés d'un bassin de confinement complété par le décanteur en béton de l'ancienne station ;
- les autres ouvrages inutilisés de l'ancienne station d'épuration ;
- un espace vert et la zone d'infiltration des eaux pluviales rejetées.

#### **Article 13 – Implantation des installations**

L'installation doit être implantée :

- à au moins 200 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 35 mètres des puits et forages extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- à au moins 200 mètres des lieux publics de baignade et des plages ;
- à au moins 500 mètres des piscicultures de rivière soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature et des zones conchyliques sauf dérogation liée à la topographie.

Le parc de stationnement des véhicules de transport des sous-produits d'origine animale doit être installé à au moins 100 mètres des habitations occupées par des tiers.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent, dans le cas des extensions d'installations existantes, qu'aux nouveaux bâtiments. Elles ne s'appliquent pas lors de la mise en conformité des installations existantes.

#### **Article 14 – Exploitation**

Le site doit être clos par un matériel résistant sur une hauteur minimale de 2 mètres interdisant toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutes les opérations ayant lieu au sein de l'installation doivent être soustraites à la vue du public ; des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

#### **Article 15 – Signalisation et circulation**

Un panneau de signalisation et d'information en matériaux résistants est placé à proximité immédiate de l'entrée principale. Il porte en caractères lisibles et indélébiles les mentions suivantes :

##### **DÉSIGNATION DE L'INSTALLATION**

**Installation de traitement de sous-produits d'origine animale soumise à autorisation**

**Autorisation préfectorale... du (date)**

**raison sociale, adresse**

**ACCÈS INTERDIT SANS AUTORISATION**

L'organisation de la circulation des véhicules à l'intérieur du site doit permettre le respect du principe sanitaire de la marche en avant.

Le plan de circulation à l'intérieur du site doit être affiché et les moyens de surveillance doivent être mis en œuvre pour contrôler à tout moment les entrées et sorties.

#### **Article 16 – Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'exploitation dans le paysage.

L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).

### **Article 17 – Voies de circulation**

Le sol des voies de circulation et de garage doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les éventuelles eaux d'extinction d'incendie.

### **Article 18 – Protection de l'environnement**

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

### **Article 19 – Consommation d'eau**

L'établissement est approvisionné en eau exclusivement par le réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés à partir du réseau public sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.

### **Article 20 – Limitation des consommations d'eau**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Le prélèvement d'eau total est de 1000 m<sup>3</sup>/an maximum.

Les volumes d'eau prélevés sont relevés chaque semaine. Le ratio de consommation est suivi hebdomadairement en m<sup>3</sup> par tonne de matières entrantes ou mensuellement en litre par tournée. Toutes ces valeurs sont consignées dans un registre, éventuellement informatisé, tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 21 – Prévention des pollutions**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de nuisance et de pollutions accidentelles de l'air, des eaux ou des sols.

### **Article 22 – Gestion des effluents**

— Les eaux issues du lavage et les jus du bâtiment réceptionnant les sous-produits d'origine animale de catégories C1 et C2, ou ayant été en contact avec les sous-produits d'origine animale ou avec des surfaces souillées par ces matières sont dirigés vers une fosse enterrée de décantation et de relevage de 14 m<sup>3</sup>, puis vers une cuve aérienne extérieure de 40 m<sup>3</sup> installée dans une rétention en béton. Son contenu est transféré à une fréquence adaptée en fonction des quantités produites vers une installation de traitement autorisée.

— L'activité de transit des sous-produits de catégorie 3 ne produit pas d'effluents.

— Les autres eaux sont constituées uniquement des eaux usées domestiques provenant du local rassemblant les bureaux, vestiaires, douches et sanitaires du site. Elles sont traitées par



un dispositif d'assainissement non collectif constitué d'une fosse toutes eaux et d'un filtre à sable.

### **Article 23 – Gestion des eaux pluviales**

Les eaux pluviales sont traitées de la façon suivante :

- Les eaux pluviales non souillées issues des toitures sont envoyées directement vers le milieu naturel par infiltration ;
- Les eaux pluviales de voiries des secteurs Est et Ouest du site, sont traitées chacune par un séparateur à hydrocarbures. Après transit par ce séparateur, les eaux pluviales non souillées en fonctionnement normal sont infiltrées dans le sol de la parcelle en aval hydrographique de l'ancienne station d'épuration.

### **Article 24 – Bassins de confinement**

L'installation doit être équipée d'un bassin de confinement étanche. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

En cas de déversement accidentel ou d'incendie, les écoulements sur les voiries et les eaux d'extinction doivent être dirigés vers des bassins de confinement :

- Un bassin de 120 m<sup>3</sup> étanché par géomembrane ;
- Le décanteur en béton de 310 m<sup>3</sup> de l'ancienne station d'épuration (récupération gravitaire par trop-plein du bassin de 120 m<sup>3</sup>).

Les eaux recueillies ne peuvent pas être rejetées au milieu et doivent faire l'objet d'un traitement par une filière adaptée.

### **Article 25 – Collecte des effluents**

Les canalisations de collecte des effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque modification notable. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques...

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### **Article 26 – Ouvrages de rejet**

Les points de rejets dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

#### **Article 27 – Réception des sous-produits**

— Les aires de réception et les installations de stockage des sous-produits d'origine animale de catégories C1 et C2, doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement.

Ces aires doivent être étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulements des sous-produits d'origine animale ne puisse rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 22 du présent arrêté.

— Les caissons de matières C3 collectées transitent par l'aire de transit extérieure sans déchargement, avant d'être réexpédiés vers des usines de traitement dédiées.

#### **Article 28 – Stockage des sous-produits**

Les locaux de stockage des sous-produits d'origine animale doivent être construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur.

La réception et le déchargement au sol des matières de catégories 1 et 2 se font dans deux aires de transfert distinctes disposant de deux entrées indépendantes, ces matières ne doivent pas entrer en contact avec les matières de catégorie 3.

Le stockage des têtes d'animaux se fait en chambre froide.

Le sol doit être étanche, résistant au passage des équipements et véhicules permettant le déchargement des sous-produits d'origine animale et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte. Les locaux doivent être correctement éclairés et permettre une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur.

#### **Article 29 – Durée de stockage**

Le temps de séjour des matières de catégorie 1 et 2 est limité à 24 heures avant expédition.

Les matières de catégorie 3 transitent sur le site pour une durée maximale de 3 heures, sans déchargement ni manipulation ou ouverture des caissons.

### **Article 30 – Propreté**

Tous les locaux de stockage des matières premières doivent être maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage quotidien.

L'installation doit disposer d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les sous-produits d'animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules dans lesquels ils sont transportés.

Les récipients, conteneurs et véhicules utilisés pour le transport des sous-produits animaux doivent être nettoyés et désinfectés après chaque usage, avant de ressortir du bâtiment de transfert.

Les roues des véhicules de transport doivent en particulier être désinfectées après chaque utilisation.

La collecte et le transport des sous-produits d'origine animale doivent être effectués dans des bennes ou conteneurs étanches aux liquides et fermés le temps du transport.

### **Article 31 – Stockage des autres produits**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol et, en particulier, la fosse et la cuve de stockage des eaux ayant été en contact avec les sous-produits d'origine animale de catégories 1 et 2, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

### **Article 32 – Sécurité**

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire cette obligation.

À l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles, le nom des produits et symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **Article 33 – Gaz odorants**

La dispersion des odeurs dans l'air ambiant des locaux de réception et de stockage de la matière première doit être limitée le plus possible :

- en stockant les sous-produits d'origine animale au plus 24 heures ;
- en assurant la fermeture permanente du bâtiment de réception et de stockage des sous-produits d'origine animale ;
- en effectuant un nettoyage et une désinfection appropriés des locaux.

### **Article 34 – Déchets**

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du livre V du code de l'environnement dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

### **Article 35 – Émissions sonores**

Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

### **Article 36 – Vibrations**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures sont faites selon la méthodologie définie par cette circulaire.

#### **Article 37 – Surveillance des émissions**

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou prescrire des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 38 – Prévention incendie**

Les installations électriques sont entretenues en bon état. Elles sont annuellement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 39 – Défense incendie**

Un parc d'extincteurs est réparti sur le site. Les extincteurs sont contrôlés annuellement. Un poteau incendie alimenté par le réseau public et délivrant un débit de 60 m<sup>3</sup>/h à 1 bar est situé à l'entrée du site.

#### **Article 40 – Sécurité incendie**

Afin de garantir la sécurité, les prescriptions suivantes doivent être respectées :

- maintenir dégagé l'accès aux issues de secours ;
- réaliser les installations électriques conformément aux normes françaises en vigueur ;
- disposer d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'intervention et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- maintenir en parfait état de fonctionnement les dispositifs d'éclairage, de détection d'incendie et de ventilation, ceux-ci devant être régulièrement contrôlés par un technicien compétent ;
- répartir en nombre suffisant et en des endroits visibles et accessibles en toutes circonstances des extincteurs portatifs de type et capacité appropriés au risque, ceux-ci devant être contrôlés annuellement par un technicien compétent ;
- afficher dans l'ensemble de l'établissement les consignes permettant d'alerter les secours (Tél 18 ou 112) à proximité des téléphones à postes fixes. Ces consignes doivent préciser clairement le nom de l'entreprise, l'adresse et le motif pour lequel une intervention est demandée ;
- établir des consignes précisant la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie. Ces consignes seront diffusées à tous les membres du personnel, et affichées à l'intérieur des bâtiments.

#### **Article 41 – Lutte contre les nuisibles**

Toutes dispositions devront être prises pour lutter efficacement contre l'apparition et la propagation des insectes et des rongeurs.



#### **Article 42 – Changement d’exploitant**

Si l’installation change d’exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l’exploitation.

#### **Article 43 – Cessation d’activité**

L’exploitant notifie au préfet la date d’arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci.

La cessation d’activité, partielle ou totale d’une installation est réalisée conformément aux dispositions des articles R. 512-75-1 et R. 512-75-2 du code de l’environnement.

#### **Article 44 – Sanctions pénales et administratives**

Les infractions ou l’inobservation des conditions fixées par le présent arrêté entraînent l’application des sanctions pénales et/ou administratives prévues par l’article L. 171-8 du code de l’environnement.

#### **Article 45 – Notification – Publicité**

Le présent arrêté est notifié à la société ATEMAX FRANCE par voie postale avec accusé de réception.

Il est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

En vue de l’information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Binas et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Binas pendant au moins un mois, procès-verbal de l’accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher, pendant au moins quatre mois,
- une copie du présent arrêté est adressée à M. le directeur départemental de l’emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Loir-et-Cher.

#### **Article 46 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de Binas et le directeur départemental de l’emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Loir-et-Cher, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le **22 AVR. 2026**

Pour le préfet, et par délégation,  
le secrétaire général,



Faustin GADEN

*Délais et voies de recours en page suivante*

### Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République BP 80101 – 41001 Blois Cedex ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à M. le ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense Cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, au tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)